



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 25/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ITM LOGISTIQUE ALIMENTAIRE INTERNATIONAL

460, Rue Gustave Eiffel
ZA des éoliennes
26 290 Donzère

Référence : 20240724-RAP-DAEN0708
Code AIOT : 0003202669

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2024 dans l'établissement ITM LOGISTIQUE ALIMENTAIRE INTERNATIONAL implanté 460, Rue Gustave Eiffel ZA des éoliennes 26290 Donzère. L'inspection a été annoncée le 29/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôles établi par la DREAL. Il s'agit d'une première visite réalisée après la mise en service de la 2^e phase (construction de l'entrepôt réalisée en 2 phases, la première ayant été mise en service en 2022).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ITM LOGISTIQUE ALIMENTAIRE INTERNATIONAL
- 460, Rue Gustave Eiffel ZA des éoliennes 26290 Donzère
- Code AIOT : 0003202669
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Statut IED : Non IED

Le site ITM LAI de Donzère est une base logistique régionale comportant 13 cellules ou sous cellules de stockage et d'activité, une mûrisserie, ainsi que différents locaux techniques, bureaux et locaux sociaux. L'emprise des bâtiments est d'environ 71 000 m². L'établissement est classé Seveso seuil bas par application de la règle de cumul.

Le site de Donzère accueille également sur une partie distincte le siège social régional du groupe.

Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 14/02/2020.

Thèmes de l'inspection :

- situation administrative et suivi des modifications,
- état des matières stockées,
- consistance des installations autorisées et dispositions constructives,
- conformité et suivi des moyens d'intervention,
- conformité et suivi des installations électriques,
- conformité et suivi des installations de protection foudre,
- organisation en cas d'urgence et exercices,
- confinement des eaux d'extinction.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais
3	(3) Caractéristiques des cellules	Arrêté Préfectoral du 14/02/2020, Annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	(4) Plans du dossier	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.3.1 Arrêté préfectoral du 14/02/2020, article 1.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	(5) Modifications des installations autorisées	Code de l'environnement, article R. 181-46	Prescriptions complémentaires	/
7	(7) État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Demande d'action corrective (justificatif à tenir à disposition)	1 mois
8	(8) Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	(11) Contrôles périodiques – Maintenance	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, articles 15 et 22	Demande d'action corrective (justificatif à transmettre)	1 + 3 mois
12	(12) Installations de protection foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, articles 20 et 21	Demande d'action corrective (justificatif à transmettre)	1 + 3 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	(1) Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/02/2020, article 1.2.1	Sans objet
2	(2) Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 14/02/2020, article 1.3.1	Sans objet
6	(6) Compartimentage et dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 14/02/2020, articles 8.3.4 et 8.3.4.1	Sans objet
9	(9) - Plan de défense incendie / POI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Sans objet
10	(10) Exercices (évacuation, lutte contre l'incendie, POI)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, articles 13 et 14	Sans objet
13	(13) Dispositifs d'isolement des réseaux	Arrêté Préfectoral du 14/02/2020, article 4.2.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection réalisée le 5 juin 2024 a permis de constater des conditions d'exploitation globalement satisfaisantes.

L'exploitant doit toutefois justifier de la mise en place d'actions correctives pour ce qui concerne la conformité des installations réceptionnées et/ou leur bon état dans le cadre de leur maintenance, pour ce qui concerne notamment l'installation d'extinction automatique, la détection incendie, les portes coupe-feu et la protection foudre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : (1) Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2020, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations autorisées
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral - Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées. <i>Cf. tableau à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 14/02/2020.</i>
Constats : Un point sur le classement des installations vis-à-vis de la nomenclature des installations classées a été réalisé en tenant compte des modifications portées à la connaissance du préfet (cf. point de contrôle n°5). Les installations de la 2 ^e phase ont été réceptionnées en avril 2024, avec une première commande traitée mi-mai 2024. La station service a été réceptionnée fin avril 2024 et l'exploitation a débuté début mai 2024. Le point sur le classement des installations n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : (2) Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2020, article 1.3.1
Thème(s) : Autre, Mise en service – Construction de l'entrepôt au regard des dossiers
Prescription contrôlée : * Arrêté préfectoral - Article 1.3.1. Conformité <i>« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant (Dossier Evolutys version 2 de juillet 2019).</i> <i>En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. »</i> * Dossiers de porter à connaissance transmis en application de l'article R. 181-46 du CE : 1) Dossier version 2 de juillet 2022 2) Dossier indice 3 de novembre 2023 3) Dossier indice 1 de mai 2024
Constats : La visite a permis de constater la réception des cellules et installations de la phase 2 aménagées conformément aux plans et descriptions du dossier d'autorisation et des dossiers de porter à connaissance transmis depuis. Les modifications identifiées par l'exploitant par rapport au dossier de demande d'autorisation ont été signalées dans les dossiers de porter à connaissance transmis. Il n'a pas été relevé d'écart sur la consistance des installations autorisées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : (3) Caractéristiques des cellules

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2020, Annexe II
Thème(s) : Autre, Mise en service – Dimensions et caractéristiques des cellules
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral - Annexe II Cf. pages 58 à 60 de l'arrêté préfectoral. « Dimensions et contenus des différentes cellules (...) Stockage de produits dangereux (de grade consommation) et alcools de bouche (...) Caractéristiques des cellules et organisation des stockages (...) »
Constats : L'annexe II de l'arrêté préfectoral comporte un descriptif très détaillé des dimensions des cellules, des caractéristiques constructives, de la typologie des stockages et de l'organisation des stockages, pour chaque cellule de l'entrepôt. Cette annexe est basée sur les informations du dossier de demande d'autorisation. Après construction, il apparaît que certaines valeurs présentes dans les tableaux sont à mettre à jour, sans que cela change la consistance des installations ni leurs principales caractéristiques. En effet, les surfaces ont par exemple été précisées au m ² près et les dimensions des cellules au décimètre près (niveau de précision sans enjeu, même si cela provient du dossier). Certaines informations sont également à mettre à jour du fait des évolutions portées à la connaissance de l'inspection pour ce qui concerne par exemple les modalités de stockage (stockage de masse ou sur racks) ou la nature des activités (rubriques désignées pour une cellule donnée). Il en est de même pour le tableau de l'annexe III d'application de la règle de cumul seuil bas tel que défini par l'article R. 511-11 du code de l'environnement, dont le résultat change dès lors qu'une quantité sous une rubrique « 4000 » est modifiée. L'inspection des installations classées considère que ces tableaux peuvent faire l'objet d'une suppression de l'arrêté préfectoral d'autorisation, le niveau de détail apparaissant plutôt du ressort du dossier (dossier d'autorisation et dossiers de porter à connaissance). Préalablement à cet aménagement, il est demandé à l'exploitant la transmission d'une mise à jour du contenu de l'annexe II (l'annexe III ayant déjà fait l'objet d'une transmission dans les derniers dossiers de modification). La mise à jour des tableaux de cette annexe sera ensuite à transmettre si besoin lors d'une modification des installations (dans le dossier de porter à connaissance). Observation/Demande n°1: L'exploitant transmet sous 2 mois la mise à jour des tableaux de l'annexe II de son arrêté préfectoral d'autorisation du 14/02/2020.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant Prescription inadaptée
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : (4) Plans du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.3.1 Arrêté préfectoral, article 1.6.1
Thème(s) : Autre, Mise en service – Mise à jour des plans du dossier
Prescription contrôlée : * Arrêté préfectoral - Article 1.3.1. Conformité <i>« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément au plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant (Dossier Evolutys version 2 de juillet 2019).</i> <i>En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. »</i> * Arrêté Ministériel - Article 1.6.1. Plan des réseaux <i>« Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</i> <i>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.</i> <i>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</i> <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). <i>Ces plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours en cas de sinistre et sont annexés au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. »</i>
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il disposait de plusieurs plans permettant de répondre aux informations devant figurer sur le plan des réseaux en application du point 1.6.1 de l'arrêté ministériel. Après la visite, un plan de masse et des réseaux a été transmis à l'inspection, ce plan « des réseaux humides » a été mis à jour en juin 2024. Compte-tenu de la taille du site de l'importance des réseaux, le plan transmis n'a pas fait l'objet d'une vérification précise de son contenu. L'impression pdf du plan limite sa qualité pour suivre les réseaux en zoomant sur ce même plan. En l'absence de légende associée, il demeure une incertitude sur la présence des dispositifs de protection de l'alimentation d'eau potable (<i>« bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc. »</i>). Observation/Demande n°2 : L'exploitant confirme sous 1 mois que le plan des réseaux humides comporte l'ensemble des informations attendues pour ce qui concerne l'eau d'alimentation et les dispositifs de protection associés, en application du point 1.6.1 de l'arrêté ministériel du 11/04/2017. Le plan des réseaux humides est transmis si disponible sous un format DWG ou équivalent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : (5) Modifications des installations autorisées

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modifications depuis l'autorisation d'exploiter
Prescription contrôlée : Article R.181-46 du code de l'environnement « (...) <i>Il. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</i> <p><i>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</i></p> <p>(...) »</p> <p>* Dossiers de porter à connaissance transmis en application de l'article R. 181-46 du CE :</p> <ol style="list-style-type: none">1) Dossier version 2 de juillet 20222) Dossier indice 3 de novembre 20233) Dossier indice 1 de mai 2024
Constats : L'exploitant a transmis 3 dossiers de porter à connaissance entre juillet 2022 et mai 2024, en application des dispositions prévues par l'article R. 181-46 du code de l'environnement, relatifs aux modifications apportées aux installations exploitées sur son établissement implanté sur la commune de DONZERE. <p>Le premier dossier transmis concerne notamment différentes modifications apportées à la plateforme logistique par rapport aux installations telles que détaillées dans le dossier de demande d'autorisation et la demande de permis de construire.</p> <p>Les modifications sollicitées portent pour l'essentiel sur l'intégration d'un bassin d'infiltration au périmètre de l'ICPE, la modification de portes de quais, la modification d'escaliers, l'extension du poste de garde, la création d'un local de charge, la modification d'issues de secours, la modification des locaux onduleurs associés aux panneaux photovoltaïques, la modification du local chaufferie, la suppression de la cuve enterrée de GPL (alimentation gaz de ville) et la mise à jour du volume de certains bassins.</p> <p>Ce premier dossier comporte par ailleurs :</p> <ul style="list-style-type: none">• une demande d'antériorité du fait des modifications apportées à la nomenclature des installations classées par le décret 20120-1169, impactant le classement sous les rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663 ;• une demande d'évolution de certaines quantités maximales de produits stockés relevant des rubriques « 4000 » (à la baisse ou à la hausse). Pour mémoire l'arrêté préfectoral traite de l'ensemble des rubriques « 4000 » des produits susceptibles d'être stockés sur le site, y compris dans des quantités inférieures aux seuils de classement, du fait du classement seveso seuil bas du site par application de la règle de cumul seuil bas ;• une demande de modification de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral en lien avec les modifications sollicitées ;• une demande d'aménagement de certaines dispositions imposées par les arrêtés ministériels suivants applicables à l'établissement : l'arrêté ministériel du 29/05/2000 (rubrique 2925), l'arrêté ministériel du 23/12/1998 (rubriques 4510, 4741 et 4745) et l'arrêté ministériel du 11/04/2017 (rubrique 1510).

Concernant le dernier point, un dossier spécifique a été sollicité sur les aménagements demandés à l'arrêté du 11/04/2017, sur lequel l'avis du SDIS a été sollicité.

Les aménagements concernent d'une part l'obligation de moyens en RIA pour l'intervention dans les deux cellules frigorifiques SCAGEL (évolution de l'arrêté ministériel postérieure à l'arrêté d'autorisation) et d'autre part la pente minimale des aires de stationnement des engins.

Après une première instruction, l'exploitant a répondu aux observations de l'inspection dans la version 3 de l'additif au dossier de porter à connaissance (version du 03/02/2023). Un avis favorable a été émis par le service prévision des risques du SDIS 77 par courrier du 9 février 2023 (absence d'observation sur les deux demandes d'aménagement).

Le deuxième dossier de porter à connaissance concerne les modifications suivantes :

- l'abandon du projet de station GPL (alimentation de chariots élévateurs) et GNL (alimentation de poids lourds) ;
- un projet de station service multi-carburants (gasoil, GNR et B100*), en remplacement de la station GNL ;
- une mise à jour des parcelles cadastrales du site.

Il est à noter que le carburant « B100 » est un biocarburant qui, selon les éléments du dossier de porter à connaissance, ne relève pas d'un classement sous les rubriques 4734 et 1435.

Cette modification entraîne la suppression des rubriques 1414 et 4718, l'ajout de la rubrique 1435 (passage à déclaration) et la mise à jour des quantités présentes relevant de la rubrique 4734 (augmentation du volume total restant toutefois sous le seuil de classement). Aucun aménagement à l'arrêté ministériel du 15/04/2010 n'est sollicité.

Le troisième dossier de porter à connaissance concerne les modifications suivantes :

- l'augmentation de la capacité de stockage de déchets non dangereux,
- l'ajout de deux chargeurs en extérieur à destination des tracteurs poids-lourds électriques,
- l'augmentation de la capacité de stockage de produits comburants.

L'augmentation de la capacité de stockage de déchets non dangereux est liée à une activité déjà mentionnée dans le dossier de demande d'autorisation relevant de la rubrique 2714, mais qui avait été évaluée sous le seuil de la déclaration.

Il s'agit d'une activité de collecte et de regroupement de déchets non dangereux provenant de points de vente du groupe ITM. L'activité concerne notamment des cartons compactés et des plastiques d'emballages compactés (tous deux sous forme de « balles »), ainsi que des big-bags de « PET » (emballages boissons) et des sachets de polystyrène. La quantité maximale cumulée a été évaluée à 390 m³.

L'installation de transit / regroupement sera exploitée conformément aux dispositions prévues par l'arrêté du 06/06/2018 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique (...) 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois)*. Aucun aménagement n'est sollicité.

Enfin l'exploitant souhaite pouvoir stocker une poudre d'entretien ménager relevant de la rubrique 4440, pour une quantité maximale de 1,9 t, soit une quantité inférieure au seuil de la déclaration sous cette rubrique (seuil de la déclaration à 2 t). Les produits relevant de cette rubrique seront stockés dans une cellule dédiée au stockage des produits dangereux.

L'inspection des installations classées considère que l'exploitant a transmis les éléments suffisants pour juger des modifications et si celles-ci sont de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement.

Les dossiers transmis et l'analyse présentée dans ceux-ci n'appellent pas d'observation particulière de l'inspection des installations classées.

Considérant les éléments transmis et l'examen réalisé, l'inspection des installations classées considère que les modifications présentées par l'exploitant ne sont pas substantielles au regard des critères fixés par l'article R. 181-46 du code de l'environnement, en particulier :

- elles ne constituent pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;
- elles n'atteignent pas des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;
- elles ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Il est proposé au préfet de prendre acte des modifications sollicitées.

La prise d'un arrêté de prescriptions complémentaire sera prochainement proposé afin de mettre à jour l'arrêté d'autorisation en cohérence avec les modifications sollicitées.

Cet arrêté sera soumis à l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST), considérant les deux aménagements sollicités à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Prise d'acte préfectorale

N° 6 : (6) Compartimentage et dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2020, article 8.3.4 et 8.3.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Mise en service – Prévention incendie

Prescription contrôlée :

Arrêté préfectoral

Article 8.3.4. Compartimentage et aménagement du stockage

« L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage afin de limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie.

Ce compartimentage doit permettre de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre.

Pour atteindre cet objectif, les cellules doivent respecter les dispositions suivantes :

- les parois qui séparent les cellules de stockage doivent être des murs coupe-feu de degré minimum 2 h ;
- les parois de séparation de la cellule Produits Spécifiques, avec les cellules Conteneurs, OPM2 et Buffer 2 présenteront une caractéristique REI240
- les percements effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines, sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs ; les ouvertures effectuées dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de galeries techniques, sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs ;
- les portes communicantes entre les cellules doivent être coupe-feu de degré 2 heures et munies d'un dispositif de fermeture automatique qui doit pouvoir être commandé de part et d'autre du mur de séparation des cellules. La fermeture automatique des portes coupe-feu ne doit pas être gênée par des obstacles ;
- les parois séparatives doivent dépasser d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. La toiture doit être recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. »

Article 8.3.4.1. Aménagements aux dispositions réglementaires

« Dans le cas de la cellule HBW le mur de séparation entre les cellules HBW et CPS sera une paroi multi-composante, à savoir mur béton REI 120 sur une hauteur de 27,3 m (mur dépassant de 1 m la cellule CPS) surmontée par un bardage EI 120 sur une hauteur de 7,3 m (au total dépassant de 1 m la couverture HBW).

<p>(...)</p> <p>Dans le cas de la sous-cellule stockant les liquides inflammables, les parois extérieures seront REI 120 (au minimum) à l'exception des parois de quais.</p> <p>Dans le cas de la sous-cellule de stockage des produits dangereux pour l'environnement, la toiture sera de classe Broof (t3) comme pour l'ensemble du bâtiment.</p> <p>Les ateliers d'entretien, de supervision des cellules mécanisées et automatisées, implantés à l'intérieur de la cellule « Contenants » ne disposeront pas de plafond REI 120. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a justifié des dispositions constructives des cellules de la phase 2 pour ce qui concerne le degré REI des murs et écrans thermiques.</p> <p>Pour mémoire la phase 2 concerne les « cellules » BUFFER 1 et BUFFER 2 (cellules de réception et d'expédition non dédiées au stockage), ainsi que les 4 cellules de stockage HBW, CPS, OPM 1 et OPM 2. Ces cellules sont de grande hauteur, d'environ 34 m pour la cellule HBW et 26 m pour les autres cellules. Les stockages dans ces cellules sont globalement automatisés.</p> <p>Pour ce qui concerne le mur séparatif entre la cellule HBW et CPS, l'exploitant a signalé par courriel du 31 janvier 2024 une erreur concernant les hauteurs mentionnées à l'article 8.3.4.1. Des précisions ont été sollicitées sur ce point pour une prise en compte le cas échéant lors de la prochaine proposition d'arrêté complémentaire.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection est montée sur les toitures des cellules HBW et CPS. Il a notamment été constaté la présence des bandes de protections (sur toute la toiture pour la cellule CPS devant recevoir des panneaux photovoltaïques), des exutoires, des acrotères, des paratonnerres et des conducteurs de descente associés.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : (7) État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Inventaire et plan associé
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1.4. État des matières stockées</p> <p>« I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. »

Constats :

L'exploitant a présenté son outil informatique de suivi des matières stockées dans l'entrepôt (logiciel NOMEREF). L'outil permet notamment de visualiser les quantités stockées par rubrique avec les taux de remplissage en fonction des valeurs limites fixées dans l'arrêté d'autorisation.

Des seuils d'alerte sont fixés pour assurer le respect des valeurs limites (à 80 % du seuil). Aucun dépassement n'est constaté.

L'inspection précise pour ce qui concerne la rubrique 1510, qu'il serait plus pertinent d'avoir un taux de remplissage représentatif des emplacements de stockage, plutôt que vis-à-vis du volume 1510 qui n'a pas de sens d'un point de vue de la capacité de stockage.

Le logiciel permet également de suivre en temps réel l'application des règles de cumul seuil bas et seuil haut (l'établissement est classé seveso seuil bas par application de la règle de cumul).

L'inspection a sollicité la transmission de 3 fiches de données de sécurité (FDS) de produits classés sous la rubrique 4320 et 3 autres FDS de produits classés sous la rubrique 1510. Le classement retenu pour ces produits est cohérent avec les informations des FDS.

Le logiciel ne permet pas à ce jour de faire une extraction par cellule de stockage.

L'exploitant dispose d'un plan des stockages et des zones d'activités qu'il peut présenter en lien avec l'état des matières stockées.

L'exploitant doit réaliser une modification pour disposer d'un inventaire plus approprié aux besoins d'information de la population.

Non-conformité n°1 : L'exploitant doit prendre les dispositions lui permettant de générer un état des matières stockées répondant aux besoins d'information de la population, conformément aux dispositions prévues par le point 1.4 modifié de l'annexe II de l'arrêté du 11/04/2017.

Observation/Demande n°3 : Le pourcentage associé à la rubrique 1510 affiché dans l'inventaire serait plus pertinent s'il était représentatif du taux de remplissage des cellules, plutôt que du volume de classement 1510 (prise en compte par exemple du nombre d'emplacement ou du volume des emplacements dans les cellules).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective (justificatifs à tenir à disposition)

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : (8) Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Réception des moyens des moyens – Entrepôt phase 2
Prescription contrôlée : 13. Moyens de lutte contre l'incendie <i>« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) : - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; (...) Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (...) En ce qui concerne les points d'eau alimentés par un réseau privé, l'exploitant joint au dossier prévu du point 1.2 de la présente annexe la justification de la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau, au plus tard trois mois après la mise en service de l'installation. (...) L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. (...) »</i>
Constats : L'exploitant a justifié de la conformité aux référentiels retenus des moyens de lutte contre l'incendie des cellules de la phase 2. En particulier l'exploitant a présenté un justificatif de conformité de l'installation d'extinction automatique, des RIA et du système de désenfumage. Pour ce qui concerne les extincteurs, il a été indiqué qu'une attestation au référentiel APSAD Q4 avait été délivrée pour la phase 2, mais cette dernière n'a pas été transmise. Il est à noter que les cellules sont essentiellement mécanisées, mais que certaines zones sont tout de même accessibles pour la maintenance, à l'entrée des cellules CPS et OPM, ou au sol pour du picking dans la cellule CPS. Le système de sécurité incendie (SSI) comprenant la détection incendie a fait l'objet d'un contrôle à réception. Le rapport met en évidence des réserves qui n'ont pas toutes été levées. Observation/Demande n°4 : L'exploitant transmet sous 2 mois, un justificatif de levée de l'ensemble des réserves concernant le SSI, ainsi qu'un justificatif de conformité de l'implantation des extincteurs pour ce qui concerne les cellules de la phase 2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : (9) - Plan de défense incendie / POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation en cas d'urgence
<p>Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 11/04/2017 - Annexe II 23. Plan de défense incendie « Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule. (...) <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (...) - les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ; - les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ; - le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ; (...) <ul style="list-style-type: none"> - la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ; - les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ; - les mesures particulières prévues au point 22. Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. (...) Pour les sites à autorisation, le plan de défense incendie comporte également les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Il précise : <ul style="list-style-type: none"> - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances recherchées. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022. (...) Arrêté préfectoral - Article 9.5.1. Plan d'opération interne « A partir des éléments figurant dans l'étude des dangers, l'exploitant établit un Plan d'Opération Interne (P.O.I.), et le met en œuvre dès que nécessaire. Conformément aux dispositions de l'article R.515-100, le plan d'opération interne est établi avant la mise en service. (...) L'exploitant associe, en tant que de besoin, les services d'incendie et de secours à l'élaboration de son P.O.I. (...) Le P.O.I. et les modifications notables successives sont transmis, sous un délai d'un mois, à l'Inspection des Installations Classées et au Service Départemental d'Incendie et de Secours. Le Préfet peut demander la modification des dispositions envisagées par l'exploitant dans le P.O.I. (...)»</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis la dernière version du POI datée du 27/05/2024. La prochaine est prévue d'ici la fin d'année. Cette dernière version sera transmise au service prévision du SDIS 26. L'inspection n'a pas formulé d'observation sur le contenu du plan lors de la visite. Néanmoins la qualité des plans est à travailler pour une meilleure lisibilité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : (10) Exercices (évacuation, lutte contre l'incendie, POI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 et 14
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation en cas d'urgence – Formations
Prescription contrôlée : Arrêté ministériel du 11/04/2017 - Annexe II * Extrait point 13 (Moyens de lutte contre l'incendie) : « Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe. » * Extrait point 14 (Evacuation du personnel) « Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables. » Arrêté préfectoral - Article 9.5.1. Plan d'opération interne « (...) L'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie, par mise en œuvre de ce POI, au plus tard dans le trimestre qui suit la mise en service des installations. Le POI est mis à jour et testé à des intervalles n'excédant pas trois ans. (...) L'exploitant associe, en tant que de besoin, les services d'incendie et de secours à l'élaboration de son P.O.I. (...) L'inspection des installations classées est informée, au moins un mois à l'avance, de la date retenue pour chaque exercice. Le compte-rendu d'exercice, accompagné si nécessaire d'un plan d'actions, est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.»
Constats : L'exploitant a transmis les compte-rendus des deux derniers exercices d'évacuation (exercices réalisés les 9 avril 2024 et 29 avril 2024 (après une détection erronée)), ainsi que le dernier compte-rendu d'exercice de défense contre l'incendie (exercice du 23/01/2024). L'exercice de défense contre l'incendie a été organisé avec le concours de l'Apave avec qui un contrat a par ailleurs été passé pour la réalisation des prélèvements environnementaux en cas d'incendie. Les comptes rendus sont clairs et mettent en évidence les points positifs et les améliorations identifiées, notamment pour ce qui concerne l'exercice POI. Observation/Demande n°5 : L'inspection invite l'exploitant à renouveler les exercices de défense contre l'incendie à une fréquence supérieure à 3 ans compte-tenu de la taille du site, en particulier en début de période d'exploitation, le temps d'arriver à un certain niveau de connaissance des dispositions du POI à mettre en œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : (11) Contrôles périodiques – Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, articles 15 et 22
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques et des moyens de sécurité incendie
Prescription contrôlée : 15. Installations électriques et équipements métalliques « Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. (...) » 22. Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie - Maintenance « L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.

L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.

Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation.

L'exploitant inclut les mesures précisées ci-dessus au plan de défense incendie défini au point 23. »

Constats :

L'exploitant a transmis différents rapports de contrôle périodiques des installations électriques et des matériels de défense incendie à la demande de l'inspection.

Le rapport de contrôle des installations électriques comporte 6 observations dont 3 avaient déjà été signalées (absence d'observation dans le rapport Q18). Le rapport Q19 comporte 7 observations dont 2 de priorité 1 (déjà signalées) et 5 de priorité 2.

Le rapport concernant les RIA ne comporte pas d'observation. Le rapport de contrôle concernant les groupes moto-pompes comporte une observation qui a fait l'objet d'une justification de levée.

Les rapports de contrôle suivants comportent différentes observations qu'il convient de lever : installation d'extinction automatique (une partie des réserves levées), portes coupe-feu, détection incendie et vannes martellières (une vanne hors service sur les cinq du site).

Lors de la visite, il a été constaté qu'une porte coupe-feu avait été complètement mise hors service après un choc significatif, en dehors d'une zone de manutention attendue.

Après la visite, l'exploitant a détecté la rupture d'une canalisation du réseau associé au système d'extinction automatique des installations de la phase 2. Un certificat « N100 » a été établi.

L'exploitant a mis en œuvre les mesures définies en cas d'indisponibilité du système d'extinction. L'inspection a sollicité des justifications sur le délai de mise en conformité et les mesures compensatoires mises en œuvre.

Non-conformité n°2 : Au regard des observations relevées et/ou de leur ancienneté, l'inspection des installations classées considère que l'exploitant n'assure pas une maintenance suffisante des installations électriques et des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie, en réponse aux dispositions prévues par le point 22 de l'annexe II à l'arrêté ministériel du 11 mars 2017.

L'exploitant justifie sous 1 mois de la remise en état de l'installation d'extinction automatique des installations de la phase 2 et sous 3 mois de la réponse aux observations des derniers rapports de contrôle suivants : installations électriques (dont Q19), portes coupe-feu, détection incendie (SSI), installation d'extinction automatique et vannes martellières.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective (justificatifs à transmettre)

Proposition de délais : 1 et 3 mois

N° 12 : (12) Installations de protection foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 20 et 21

Thème(s) : Risques accidentels, Foudre

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 04/10/2010 - Section III

Article 20

« L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000,2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022 , pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont

<p><i>mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique. »</i></p> <p>Article 21</p> <p><i>« L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</i></p> <p><i>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</i></p> <p><i>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. (...)</i></p> <p><i>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.</i></p> <p><i>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que l'installation de protection contre la foudre des cellules de la phase 2 comportait encore des réserves qui n'avaient pas été levées.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport relatif au contrôle initial de protection foudre. Il a été indiqué qu'un premier rapport de contrôle visuel avait été réalisé.</p> <p>Les agressions contre la foudre font l'objet d'un enregistrement.</p> <p>Non-conformité n°3 : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la mise en place d'une installation de protection foudre conforme aux conclusions de l'analyse de risque foudre ainsi qu'aux exigences de l'étude technique et n'a pas fait réaliser une vérification complète initiale par un organisme compétent, contrairement aux dispositions prévues par les articles 20 et 22 de la section III de l'arrêté du 04/10/2010. L'exploitant justifie sous 1 mois de la programmation des actions correctives et sous 3 mois de leur mise en œuvre (justificatifs à transmettre, dont le premier rapport de vérification complète).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective (justificatifs à transmettre)
Proposition de délais : 1 et 3 mois

N° 13 : (13) Dispositifs d'isolement des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/02/2020, article 4.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention pollution accidentel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté préfectoral</p> <p>Article 4.2.6. Isolement avec les milieux</p> <p><i>« Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Les vannes martellières font l'objet d'un contrôle interne tous les mois (test) et d'un contrôle externe une fois par an. Le test réalisé lors de la visite n'a pas donné lieu à des observations.</p> <p>Le bon fonctionnement d'une vanne est à justifier (cf. point de contrôle / maintenance).</p>
Type de suites proposées : Sans suite